

sensiblement la production des articles précités. Prenons le blé, par exemple. Avec les machines dont on dispose aujourd'hui pour la préparation du sol, l'ensemencement, la moisson et le battage et la prétendue automatisation et autres progrès technologiques, la main-d'œuvre qu'il faut pour produire des quantités beaucoup plus considérables de blé a sensiblement diminué, et cela est vrai en ce qui concerne presque tous les produits de la ferme.

D'après le tableau que j'ai déposé, il est évident que c'est dans l'industrie qu'il nous faut chercher des moyens d'augmenter les emplois. Nos exportations se sont élevées à \$5,264,052,000 en 1960 et les instruments et machines agricoles, atteignant une valeur de \$81,279,999, ont constitué le principal élément des exportations de produits manufacturés, tandis que cette même année nous avons exporté pour \$410,453,000 de blé. Un examen du tableau des exportations, que j'ai déposé, prouve hors de tout doute que nos exportations consistent surtout en papier-journal, blé, sciages, pâte de bois, aluminium, uranium, nickel, cuivre et fer. Les produits manufacturés ne représentent qu'une partie négligeable de nos exportations, et c'est surtout vers l'industrie que nous devons nous tourner pour trouver de nouveaux emplois. Il est évident qu'il faut songer plus sérieusement à rendre les produits de nos industries secondaires capables de soutenir la concurrence que les produits des autres pays leur font sur les marchés internationaux. Il est évident aussi qu'on n'y parviendra pas en majorant les tarifs. Une telle méthode ne servirait qu'à augmenter les prix et à rendre encore plus difficile la vente de nos produits manufacturés sur les marchés mondiaux.

Ce n'est pas à moi à trouver la solution, mais si nous devons fournir un million de nouveaux emplois en 1965, soit l'industrie soit le gouvernement, ou bien l'industrie et le gouvernement, doivent s'attaquer sérieusement et sans tarder à ce problème aux racines profondes qui menacent d'enrayer la croissance de notre économie. J'ai confiance qu'on puisse trouver une solution. Il faut en trouver une, de toute façon, si nous ne voulons pas que le Canada continue à perdre de son importance en tant que pays exportateur.

Honorables sénateurs, outre notre situation qui se détériore sur les marchés internationaux et outre ce qui devient une situation chronique de chômage dans notre pays, il y a un autre problème qui préoccupe profondément non seulement notre génération, mais

qui sera un problème pour les générations de Canadiens non encore nés. J'en parlerai très brièvement, puis je ne vous retiendrai pas plus longtemps. Je veux parler du triste état de nos finances.

Depuis la fin de la guerre jusqu'à ce que l'ancien gouvernement quitte le pouvoir en 1957, nous avons réduit la dette du pays de 2 milliards de dollars, ainsi que les frais annuels d'intérêt correspondants. Depuis 1957, soit depuis les quatre années que le gouvernement actuel est au pouvoir, notre dette s'est accrue de deux milliards de dollars. Tout l'argent que l'ancien gouvernement a épargné par suite de la mise en œuvre de programmes financiers et fiscaux de tout repos, a été dépensé en quatre années par le gouvernement actuel et l'on ne sait trop où s'arrêtera la dépense annuelle de centaines de millions de dollars de plus que nous ne saurions prélever. En réalité, et mes estimations sont modérées, nous nous endettons au rythme de 500 millions de dollars par année. Autrement dit, au rythme d'un demi-milliard par année. Cette dette toujours croissante, nous la léguons à nos enfants, à nos petits-enfants. Nous voulons tous que la postérité se souvienne de nous! De nombreuses générations qui n'ont pas encore vu le jour se souviendront de nous, bien sûr.

Toutefois, la dette sans cesse grossissante dont je viens de parler n'est pas tout. L'année dernière, les presses à imprimer le papier-monnaie n'ont pas été inactives. Elles n'ont cessé de fonctionner vu que le gouvernement demande toujours de plus en plus d'argent. De fait, de novembre 1960 à novembre 1961, nos disponibilités en devises ont passé de \$13,717,000,000 à \$14,677,000,000. Ainsi, avec l'aide des presses à imprimer, nous avons à peu près un milliard de dollars de plus en circulation aujourd'hui par rapport à l'an dernier; malgré cet argent supplémentaire, notre dette nationale a atteint son plus haut sommet et si l'on tient compte des dépenses envisagées dans le discours du trône, on ne sait trop où s'arrêtera cette ascension constante de notre dette nationale.

Je n'en dirai pas davantage. Je me suis efforcé de porter à l'attention du gouvernement les véritables chiffres quant au nombre des chômeurs, quant à la situation précaire que nous occupons sur les marchés mondiaux, quant à la tâche que nous devons accomplir d'ici quatre ans en créant des centaines de milliers d'emplois et quant à notre dette nationale écrasante qui ne cesse d'augmenter. Je me suis efforcé de n'être pas hypercritique. Je me rends compte de l'ampleur des